

# Accent



Das Organ der  
Jungfreisinnigen  
Schweiz

Ausgabe 01.09

La politique extérieure suisse selon le sénateur PLR Dick Marty S. 3

U. Bucher, Chef des Integrationsbüros S. 5

Pro/Kontra: C. Wasserfallen (FDP) versus L. Reimann (SVP) S. 9



# Confermare la via bilaterale per garantire i nostri posti di lavoro

Das BIP pro Kopf wuchs in Rumänien und Bulgarien in den letzten Jahren von einem Viertel des EU-Durchschnitts auf gut 40%. Inzwischen fehlen die Arbeitskräfte, wie sich in den steigenden Personalkosten zeigt. Die Rückwanderung hat schon begonnen.

Stefano Rizzi, membro comitato direttivo GLRS



## Nicola Pini

Vorstandsmitglied jfs und  
Chefredaktor Accent

Lors d'une conférence à l'Université de Lausanne, l'historien suisse Jean-François Bergier – le président de la commission éponyme créée dans la deuxième moitié des années 1990 pour éclaircir le rôle de la Suisse pendant la Seconde guerre mondiale – a affirmé l'importance pour les historiens de voyager non seulement dans le temps, mais aussi dans l'espace : un conseil qui est évidemment généralisable à toute catégorie socioprofessionnelle.

Assis à côté de lui – j'ai en effet eu l'honneur d'introduire son exposé par un discours – j'ai tout de suite pensé à la votation sur l'extension de la libre circulation des personnes: seule une décision positive permettra à toute personne – et notamment aux jeunes – de pouvoir compléter, perfectionner et améliorer leur formation académique ou professionnelle par une expérience dans les 27 pays membres de l'Union européenne. L'expérience à l'étranger représente en effet à la fois un enrichissement culturel nécessaire d'un point de vue personnel et une véritable valeur ajoutée dans le monde du travail : un OUI le 8 février prochain constitue donc un passage obligatoire et incontournable pour l'avenir des jeunes.

C'est pourquoi, étant donné l'importance capitale de cette votation, le Comité directeur des Jeunes Libéraux Radicaux suisses a décidé de consacrer un numéro de son magazine ACCENT à ce sujet, en réunissant – c'est désormais l'habitude – des textes écrits par des personnalités politiques suisses ainsi que par de jeunes politiciens.

Bonne lecture !!!

La votazione del prossimo 8 febbraio si inserisce in un momento congiunturale difficile: proprio questa situazione ci deve però rendere ancora più attenti all'importanza degli accordi bilaterali con l'UE. L'abbandono della via bilaterale sarebbe infatti un vero e proprio autogol: in un sol colpo si metterebbero in pericolo migliaia di posti di lavoro. Molte aziende, soprattutto quelle innovative e orientate all'esportazione, si vedrebbero costrette a dislocare la propria sede in paesi in cui è disponibile la necessaria manodopera e da cui sarebbe possibile continuare ad esportare le proprie merci senza inutili ostacoli tecnici e burocratici.

Ignorare che con 500 milioni di persone l'Unione Europea sta diventando la più grande area economica del mondo sarebbe davvero un grave errore. Nei 27 paesi dell'UE si produce il 31% della produzione mondiale di beni e servizi, negli USA questa quota, a titolo di confronto, si attesta al 25%. Considerato che per la Svizzera l'UE rappresenta l'area economica di riferimento – dei 200 miliardi di franchi prodotti dall'esportazione il 63% sono proprio a destinazione UE – è quindi evidente l'interesse in gioco.

Per convincere la popolazione a sostenere la libera circolazione delle persone è però essenziale far capire che la paura non è solo cattiva consigliera, ma è anche ingiustificata. Dall'introduzione della libera circolazione con i primi 15 paesi dell'UE, avvenuta nel 2002, giungono in Svizzera soprattutto persone molto qualificate provenienti dall'Europa del nord e dell'est. Questa immigrazione è fondamentale per la piazza produttiva svizzera, dato che permette di occupare

posti in settori in crescita per cui non è possibile far capo alla sola manodopera indigena. Grazie all'accesso a questo ampio mercato del lavoro molte aziende mantengono così la propria sede nel nostro paese.

Il problema, paradossalmente, non dovrebbe quindi essere considerato tanto nei termini in cui viene spesso erroneamente posto, e cioè che i cittadini UE assumono posti di lavoro in Svizzera a scapito della manodopera indigena, quanto piuttosto che un cambiamento di questi flussi migratori, già in atto da alcuni anni, potrebbe in realtà essere il problema con cui saremo confrontati in futuro per fare fronte alle esigenze della nostra economia.

Nella preparazione all'entrata nell'UE nel 2007 i sistemi economici della Romania e della Bulgaria si sono rinforzati: il PIL pro capite è cresciuto in entrambi i paesi da un quarto della media UE fino a raggiungere quasi il 40%. La manodopera necessaria per sostenere questa crescita è però sempre più scarsa, come si può dedurre anche dall'aumento del costo del lavoro. I demografi parlano addirittura, in assenza di un saldo migratorio positivo, di una possibile contrazione del numero di abitanti. Sempre più spesso rumeni e bulgari – in provenienza soprattutto dalla Spagna, che è il paese in cui sono emigrati in questi anni – ritornano quindi in patria per approfittare delle opportunità legate alla crescita economica.

Fonte dati:  
Avenir Aktuell, gennaio 2009



# Une chance à ne pas manquer

Extraits de l'intervention introductive du débat d'entrée en matière au Conseil des Etats, le 28 avril 2008, par le Rapporteur et Président de la Commission de Politique Extérieure.

Dick Marty, conseiller aux Etats PLR



Au milieu de l'Europe, sans accès à la mer, sans matières premières, avec une importante industrie d'exportation, avec une économie fortement tributaire de la

main-d'œuvre étrangère, avec une richesse produite selon une proportion importante par le commerce international - un franc sur trois provient du commerce avec les pays de l'Union européenne - la Suisse a une nécessité vitale d'établir des accords commerciaux avec les pays qui l'entourent et, surtout, de bénéficier de conditions cadres qui permettent à ses entreprises de se battre à armes égales contre la concurrence étrangère. Un premier accord important a été conclu avec l'Europe en 1972: l'Accord entre la Confédération suisse et les Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (accord de libre-échange). Depuis lors, l'économie a fortement changé; surtout, le processus d'unification européenne a connu une évolution aussi importante que spectaculaire. Notre économie a ressenti ainsi de plus en plus la nécessité de ne pas être marginalisée, d'avoir un libre accès au grand marché européen, de bénéficier des avantages de la mobilité et de la flexibilité de ce grand marché. Le Conseil fédéral, la plupart des partis politiques, les cantons et le Parlement ont ainsi soumis au peuple le projet relatif à l'adhésion à l'Espace économique européen, qui a été rejeté le 6 décembre 1992. La décennie qui a suivi ce vote a été très difficile. Difficile économiquement: la croissance a été clairement inférieure à celle de la plupart des pays européens, et nous avons eu un chômage avec des taux jusqu'alors totalement inconnus; difficile aussi politiquement: une longue et laborieuse négociation

avec l'Europe a commencé, pour obtenir un accord bilatéral en dehors d'un cadre institutionnel comme celui de l'Espace économique européen ou d'une adhésion à l'Union européenne, un accord bilatéral qui nous permettrait un accès libre au grand marché européen. Pendant toutes ces années, notre politique, notre diplomatie ont dû investir des énergies absolument extraordinaires dans la recherche d'une solution bilatérale. (...) C'est finalement le 21 juin 1999 qu'un Accord sur la libre circulation des personnes est conclu avec l'Union européenne des Quinze, dans le cadre des Bilatérales I. Cet accord est en vigueur depuis le 1er juin 2002. Après une période transitoire de cinq ans, les citoyens des Quinze plus Malte et Chypre bénéficient désormais de la libre circulation complète aussi avec la Suisse. Je rappelle cependant que nous avons toujours la possibilité de déclencher la clause de sauvegarde en cas de fort afflux de travailleurs, et cela jusqu'en 2014. Avec l'extension de l'Union européenne à dix nouveaux pays en 2004, les accords bilatéraux ont été étendus à ces nouveaux Etats. L'Accord sur la libre circulation des personnes a cependant dû faire l'objet d'un protocole additionnel, soumis à l'approbation des parlements de tous les Etats concernés, et le peuple suisse s'est prononcé le 22 septembre 2005, en acceptant l'extension de la libre circulation aux ressortissants de l'Europe des Vingt-Cinq. Les accords bilatéraux I ont été souscrits pour une période de sept ans après leur entrée en vigueur. Si l'Union européenne et la Suisse ne les dénoncent pas, ils sont reconduits pour une durée indéterminée. Les Chambres fédérales avaient décidé que la reconduction de l'Accord sur la libre circulation des personnes devait faire l'objet d'un arrêté fédéral sujet au référendum. Une décision doit ainsi définitivement être prise par la Suisse quant au maintien ou à la non-prolongation de l'accord avant le 31 mai 2009. Pendant ce temps, l'Union européenne s'est encore élargie et comprend désormais 27 Etats, avec l'adhésion de la Roumanie et

de la Bulgarie. Quel est le bilan de ces six premières années de libre circulation avec l'Union européenne? La réponse ne semble faire aucun doute. La commission a procédé à des auditions. Nous avons entendu les représentants des cantons, ceux de toutes les principales organisations économiques, ceux des différents syndicats. Tous - je dis bien tous - ont reconnu les effets positifs de la libre circulation; tous se sont prononcés pour la reconduction de l'Accord sur la libre circulation avec l'UE ainsi que pour son extension à la Roumanie et à la Bulgarie. (...) En résumé, on peut affirmer que l'afflux de ressortissants de l'Union européenne, y compris de personnes issues des nouveaux pays membres, n'a pas du tout été massif et désordonné, comme d'aucuns le craignaient. Cet afflux, en fait, a correspondu à la demande de nos entreprises. On peut alors affirmer que l'économie suisse a pu pleinement profiter de la bonne conjoncture de ces années, aussi et surtout grâce à la libre circulation des personnes et, de manière plus générale, grâce aux accords bilatéraux. Cela a notamment permis à nos entreprises, en cette période de haute conjoncture, de trouver le personnel qualifié qu'elles ne trouvaient pas sur le marché intérieur. Quelles seraient toutefois - on s'est posé la question - les conséquences de la libre circulation au cours d'une phase de mauvaise conjoncture? Pour étudier cette hypothèse, je crois qu'il faut considérer quelques faits. Tout d'abord, il y aurait automatiquement une demande inférieure de main-d'œuvre de la part notre économie et, donc, un afflux nettement plus réduit. Ensuite, il faut considérer que c'est surtout une main-d'œuvre bien, voire très bien qualifiée qui est venue en Suisse grâce à la libre circulation et qu'elle est beaucoup moins sensible aux fluctuations conjoncturelles. Enfin, il convient d'ajouter que la loi fédérale sur l'assurance-chômage est en cours de révision; or celle-ci tend précisément à doter la loi d'instruments plus performants pour faire face aux phases de basse conjoncture.

Je passe maintenant à l'extension de la libre circulation à la Roumanie et à la Bulgarie. Ces pays ont énormément souffert sous le régime soviétique et les dictatures que celui-ci a installées. Il est incontestable que ces deux pays ont un très grand retard par rapport au reste de l'Europe. Il est cependant tout aussi indiscutable que ces pays sont en train de faire d'importants progrès. (...) Alors, disons-le clairement: l'élargissement à la Roumanie et à la Bulgarie est aussi dans notre intérêt. L'adhésion de ces deux pays ouvre de nouveaux marchés à notre économie, des marchés qui sont assoiffés d'investissements et qui, assez rapidement, stimuleront une demande de biens de consommation importante. Il convient de rappeler que l'extension de la libre circulation à ces deux pays ne sera pas mise en œuvre immédiatement. Comme pour l'extension de la libre circulation en 2004 aux autres pays de l'Europe de l'Est deve-

avons aussi demandé un avis à l'Office fédéral de la justice, qui nous a répondu que, du point de vue juridique, les deux solutions étaient possibles. Dans son avis, l'office explique que, pour les réunir, il faut qu'il y ait une unité de matière; dans le cas d'espèce, fait-il remarquer, «elle est manifeste». D'ailleurs, si l'on y regarde de plus près, il paraît difficile de soutenir qu'on peut répondre aux deux questions à la fois, parce que, admettons qu'on réponde non à la première question et oui à la deuxième, il y aurait un résultat d'une incongruité totale et il serait impossible d'appliquer la décision. Vous me direz que ce ne sera jamais le cas, mais le simple fait que cela soit possible démontre que répondre à ces deux questions à la fois est incongru. D'ailleurs, c'est à cette conclusion que la commission est parvenue. Présenter deux arrêtés suggère qu'il est possible de pouvoir choisir entre une libre circulation pour les ressortissants de l'Europe des Vingt-Cinq et une libre circulation pour les ressortissants de l'Europe des Vingt-Sept. Ce choix n'existe absolument pas, ni pour la Suisse ni pour les membres mêmes de l'Union européenne. Ce serait comme si l'Union européenne voulait conclure cet Accord sur la libre circulation des personnes seulement avec vingt cantons et pas avec les autres: ce serait absolument intolérable et infaisable. (...) Pensez-vous que l'Union européenne accepterait une telle discrimination de la part de la Suisse alors que ses Etats membres ne peuvent pas en faire autant? Si la Suisse disait non à la Roumanie et à la Bulgarie, ce serait parce qu'elle a peur d'une invasion



des citoyens de ces deux pays. Mais ne pensez-vous pas alors que l'Autriche, la Grèce, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie auraient beaucoup plus de raisons, de par leur position géographique, d'avoir la même crainte? Comme ces pays n'ont nullement le droit de discriminer la Bulgarie et la Roumanie, ce droit ne serait certainement pas non plus accordé à notre pays! (...) Un non à la libre circulation, vous le savez pertinemment, signifierait l'écroulement de l'édifice des accords bilatéraux. En effet, les accords bilatéraux sont liés les uns aux autres. La chute de l'un entraîne la chute des autres. La majorité de la commission vous

demande donc avec conviction de poursuivre la libre circulation des personnes avec l'Europe des Vingt-Sept. C'est dans l'intérêt éminent de notre économie; c'est pour le bien-être des habitants de notre pays; c'est dans l'intérêt de très nombreux Suisses actifs à l'étranger, dans celui de nos étudiants, de nos chercheurs. C'est une décision d'une importance capitale, nous en sommes tous - je crois - bien conscients, car cette décision va conditionner notre avenir. Certes, le 6 décembre 1992, c'était aussi important, mais c'était différent. Si vous me permettez cette image, en 1992, il s'agissait de savoir si on voulait construire un pont ou pas. On a décidé de ne pas le construire, donc de rester où on en était. Aujourd'hui, il s'agit de savoir si on veut démolir ou pas le pont qui existe. Nous devons décider si on veut renoncer à un acquis qui fait désormais partie de notre patrimoine depuis quelques années. (...) et qui a grandement contribué à augmenter notre bien-être.



nus membres de l'Union européenne, une assez longue période transitoire est prévue. Pendant sept ans à partir de l'entrée en vigueur de la libre circulation, il y aura des restrictions à l'immigration. Après cette période de sept ans, nous aurons encore pendant trois ans la possibilité de déclencher la clause de sauvegarde en cas d'afflux important. Ce qui signifie que si l'accord devait être étendu - et il entre en vigueur en 2009, soit l'année prochaine -, la libre circulation ne serait totale à tous les effets qu'à partir de 2019. (...) La commission s'est longuement penchée sur la question de savoir s'il fallait regrouper ou non les deux arrêtés. Nous





# Stabile Rahmenbedingungen in unsicherer Zeit

Vor dem Hintergrund der düsteren Wachstumsprognosen für 2009 gewinnt die Abstimmung zur Personenfreizügigkeit zusätzlich an Bedeutung. Auf dem Spiel stehen das gesamte Vertragspaket der Bilateralen I. Diese Abkommen schaffen die Rahmenbedingungen, welche für die Wettbewerbsfähigkeit unserer Unternehmen, die Attraktivität des Wirtschaftsstandorts und damit für Wohlstand und Arbeitsplätze in der Schweiz entscheidend sind. Die Sicherung dieser stabilen Rahmenbedingungen ist in der Krise erst recht wichtig.

Urs Bucher, Chef des Integrationsbüros EDA/EVD

Am kommenden 8. Februar stimmen wir über die Personenfreizügigkeit mit der EU ab. Es geht um die unbefristete Weiterführung des Abkommens nach sieben Jahren Erfahrung. Zudem soll die Personenfreizügigkeit mit den neuen EU-Mitgliedern Bulgarien und Rumänien schrittweise eingeführt werden. Die Übergangsregelung für diese Länder dauert insgesamt bis 2019. Da alle sieben Abkommen der Bilateralen I juristisch miteinander verknüpft sind, entscheiden wir aber letztlich über die Zukunft des gesamten Vertragspakets der Bilateralen I. Sagt das Volk Nein zur Personenfreizügigkeit, dann kündigt die Schweiz dieses Abkommen mit der EU und automatisch gleichzeitig auch die übrigen sechs bilateralen Abkommen I.

## STABILE RAHMENBEDINGUNGEN IN UNSICHEREN ZEITEN

Für das Jahr 2009 erwarten wir einen markanten Rückgang des Wachstums. In dieser Situation ist es äusserst wichtig, dass wir den Unternehmen in der Schweiz bestmögliche und vor allem stabile Rahmenbedingungen bieten. Die EU ist die mit Abstand wichtigste Wirtschaftspartnerin der Schweiz. Rund 60% unserer Exporte gehen in den EU-Raum. Jeden dritten Franken verdienen wir in unseren Beziehungen zur EU, jeder dritte Arbeitsplatz hängt mit diesen Beziehungen zusammen. Die Bilateralen I und insbesondere die Personenfreizügigkeit sind die vertragliche Grundlage dieser intensiven Wirtschaftsbeziehungen zur EU.

Die Bedeutung der Abkommen lassen sich mit einigen Zahlen verdeutlichen: Der Abbau von technischen Handelshemmnissen ermöglicht beim Export von Industriegütern Einsparungen von 200 – 500 Mio. Franken pro Jahr. Schweizer Anbieter erhalten gleichberechtigten Zugang zum EU-Beschaffungsmarkt von 1500 Milliarden Euro. Der Export mit Landwirtschaftsprodukten hat sich seit der Einführung des Agrarabkommens von 2,3

auf 4,6 Milliarden Schweizer Franken verdoppelt. Und bei der Forschungszusammenarbeit ist die Schweiz dank einem überdurchschnittlich guten Erfolg bei den Projekteingaben Nettoempfängerin.

## ARBEITSPLÄTZE UND WOHLSTAND IN DER SCHWEIZ SICHERN

Das wirtschaftlich wichtigste Abkommen der Bilateralen I ist aber die Personenfreizügigkeit. Sie hat sich in den vergangenen Jahren als eigentlicher Wachstumsmotor erwiesen und das BIP dauerhaft um rund 1% oder 4-5 Milliarden Franken erhöht. In vier Jahren konnten über 250'000 neue Stellen geschaffen werden.

Nun ist diese Phase des Aufschwungs vorbei. Dies ändert aber nichts an der Bedeutung der Personenfreizügigkeit. Der offene Arbeitsmarkt, d.h. die Möglichkeit, das nötige qualifizierte Personal einfach und unbürokratisch rekrutieren zu können, ist ein zentraler Standortfaktor für die Unternehmen in der Schweiz. Der Bedarf an Spezialisten kann in der Schweiz allein nicht gedeckt werden. Dafür ist der inländische Arbeitsmarkt für unsere Wirtschaft zu klein.

Bei der anstehenden Abstimmung geht es deshalb vor allem um eines: Die Sicherung der bewährten Rahmenbedingungen für die Wirtschaft. Mit einem Ja zur Personenfreizügigkeit und zu den Bilateralen I wird die Wettbewerbsfähigkeit und Attraktivität des Standorts erhalten, der Abwanderungsdruck der Unternehmen ins Ausland gedämpft und damit Wohlstand und Arbeitsplätze in der Schweiz gesichert.

Umgekehrt führt ein Nein zu den Bilateralen I dazu, dass die Unternehmen in der Schweiz ihren weitgehend gleichberechtigten Marktzugang und damit Wettbewerbsfähigkeit gegenüber ihrer euro-

päischen Konkurrenz verlieren. Namentlich mit der Freizügigkeit würde die Schweiz einen wichtigen Standortfaktor aufgeben, den offenen Arbeitsmarkt. Die geregelten Beziehungen mit der EU auf dem bilateralen Weg wären grundsätzlich in Frage gestellt. Die Folgen sind Rechtsunsicherheit und Ungewissheit. Alle diese Faktoren schwächen den Wirtschaftsstandort.

Die Gegner der Vorlage warnen vor einem Anstieg der Arbeitslosigkeit wegen der Personenfreizügigkeit. Tatsächlich dürfte die Arbeitslosenquote in den Jahren 2009 und 2010 deutlich steigen. Grund für diese Zunahme ist aber nicht die Personenfreizügigkeit, sondern die Auswirkungen der Finanzmarktkrise.

Eine übermässige Belastung der Arbeitslosenkasse durch die zugewanderten EU-BürgerInnen erwarten wir nicht. Erstens erfolgt die Zuwanderung konjunkturabhängig. D.h. sie orientiert sich an der Personalnachfrage der Unternehmen. Deshalb ist mit einem Rückgang der Zuwanderung zu rechnen. Und zweitens sind die hier lebenden EU-Bürger mehrheitlich jung und gut qualifiziert. Sie gehören damit zur Kategorie von Arbeitskräften mit kleinem Arbeitslosigkeitsrisiko und sind auch eher bereit, für eine neue Stelle die Schweiz wieder zu verlassen. Es ist aber klar, dass jeder Arbeitnehmer in der Schweiz ein Recht auf Unterstützung hat, wenn er in der Schweiz gearbeitet und die entsprechenden Mindestbeiträge einbezahlt hat.

Die Wirtschaftskrise wird uns noch einige Zeit beschäftigen. Für viele ist bereits eine unsichere Zeit angebrochen. Mit der Abstimmung zur Personenfreizügigkeit und den Bilateralen I können wir die Krise nicht verhindern. Mit einem Ja sichern und bestätigen wir die aber die günstigen Voraussetzungen, welche unsere Unternehmen brauchen, um wieder aus der Krise zu finden - möglichst rasch und mit möglichst wenig Stellenabbau.

# Quando sono le condizioni quadro a rendere competitivo un paese

**Bisogna smetterla di illudere le persone che con la chiusura o il protezionismo si possa preservare il nostro benessere.**

Alex Farinelli Vicepresidente GLRT

L'8 febbraio 2009 il popolo svizzero sarà chiamato ad esprimersi su di un tema fondamentale per il paese: il proseguimento della via bilaterale con l'Unione Europea.

Questi accordi sono fondamentali per il paese, e nonostante sia in discussione solo uno dei dossier, ad essere in gioco è il lavoro partito con la votazione popolare del 1992 dove il popolo ha detto esplicitamente no alla SEE e implicitamente si alla via bilaterale.

Se solo si volesse si potrebbero citare gli innumerevoli vantaggi derivanti globalmente dagli accordi che verrebbero a cadere se non si approvasse l'oggetto in votazione, ma penso sia fondamentale comprendere a fondo, ed una volta per tutte, come la libera circolazione delle persone sia intrinsecamente positiva e non il male da accettare per poter beneficiare di tutti gli altri accordi.

La Svizzera è un paese veramente singolare, non ha materie prime, non ha un vasto territorio e conta tanti abitanti quanti la Lombardia: eppure è uno dei paesi più ricchi del mondo. La domanda, che sorge spontanea, è come mai? La risposta a cui sono giunto è una sola: le condizioni quadro! La Svizzera offre alle aziende presenti ed a quelle che vi si vogliono insediare delle condizioni estremamente interessanti.

La stabilità e continuità politica, una burocrazia tendenzialmente non troppo invadente, una fiscalità sicuramente interessante e degli accordi di libero scambio con molte nazioni costituiscono un importante punto di partenza. A questi va ad aggiungersi un ulteriore tassello fondamentale che è rappresentato da un mercato del lavoro molto flessibile ed in grado di offrire in qualsiasi momento una capacità di adattamento rara da ritrovare in paesi a noi vicini. La libera circolazione delle persone costituisce una componente irrinunciabile in questo ambito. Nessuno nega la presenza di qualche problema, tuttavia i vantaggi superano ampiamente gli svantaggi: le cifre parlano da sole, nel 2007 circa 150.000 nuovi posti di lavoro sono stati creati e di questi circa 50.000 sono attribuibili alla presenza dell'accordo di libera circolazione



delle persone. Più posti di lavoro significano più ricchezza per il paese, più entrate fiscali, più contributi alle assicurazioni sociali; una rinuncia alla libera circolazione significherebbe meno flessibilità nel mercato del lavoro e si tradurrebbe in meno concorrenzialità, meno aziende sul territorio elvetico e più problemi per la piazza economica Svizzera.

La necessità di ricondurre l'accordo di libera circolazione delle persone è dettata dalla volontà di preservare queste condizioni quadro ideali in modo che nuove aziende vengano ad insediarsi in Svizzera e che quelle già presenti siano meno propense a delocalizzare la produzione in altri paesi, mantenendo quindi migliaia di posti di lavoro all'interno del nostro paese.

Per una microfederazione come è la Svizzera vedere crescere intorno a se l'Europa può creare qualche timore. Il gigante Europeo ci rende consapovoli delle nostre dimensioni e dei nostri limiti. È chiaro che vi sia qualche preoccupazione ed i problemi, in particolar modo per regioni di frontiera come il Ticino o per dei settori specifici, vi sono tuttavia problemi specifici richiedono

interventi puntuali e proporzionati: il rimedio proposto dai referendisti equivarrebbe alla cura di un leggero eczema intervenendo con un'amputazione!

Bisogna smetterla di illudere le persone che con la chiusura, il protezionismo o le barriere si possa preservare o addirittura accrescere il nostro benessere: l'economia e la storia insegnano il contrario. Come un vento impetuoso l'Unione Europea soffia sulle nostre porte, a noi la scelta cercare di opporvi costruendo dei ripari, che probabilmente prima o dopo ci cadranno addosso, oppure costruire dei mulini per sfruttare tutto ciò che di buono questa ci può dare.

Come svizzero ma soprattutto come giovane ritengo che sapremo ancora una volta cogliere questa sfida, che certo comporta qualche rischio ma che contemporaneamente ci offre molte opportunità, certamente bisogna avere il coraggio di mettersi in gioco, ma questo sono sicuro non ci manchi.

# Ein erfolgreicher Weg der Schweiz

Die Bilateralen Verträge sind die perfekte Kooperationsform der Schweiz mit der Europäischen Union. Sie ermöglichen starke und intensive aussenpolitische Beziehungen ohne wesentlichen Souveränitätsverlust.

**Alain Schreiner, International Officer Jungfreisinnige Schweiz**

Am 6. Dezember 1992 haben Volk und Stände mit ihrem Nein zum EWR-Beitritt den Weg für die Bilateralen Verträge geebnet. Nach anfänglicher Skepsis hat sich der Bilateralismus mittlerweile als geeignete Kooperationsform mit der Europäischen Union etabliert und ist in seiner Gesamtheit ein Erfolgsmodell. Er bietet allen Vertragspartner die Möglichkeit, gemeinsame Interessen in Zusammenarbeit zu verfolgen und Interessensgegensätze durch ausgewogene vertragliche Zugeständnisse auszugleichen.

Die Gestaltung von politischen Beziehungen über bilaterale Vertragsmodelle ist ein auf urliberalen Gedankengut fussendes Konstrukt. Einerseits sind Aussenbeziehungen und eine Öffnung für unsere Volkswirtschaft von grosser Bedeutung. Ein Blick in die Geschichtsbücher reicht, um die Erkenntnis zu erlangen, dass barrierearme und international vernetzte Staaten seit jeher die erfolgreichsten Gemeinwesen der Zivilisation sind. Auf Beziehungen zu anderen Staaten kann nicht verzichtet werden, ohne massiv an Lebensqualität zu verlieren. Andererseits gehört auch das Institut des Nationalstaates zu den wichtigsten Errungenschaften der Weltgeschichte. Unterschiedliche Systeme können sich auf diese Weise in einem Wettbewerb kontinuierlich gegenseitig verbessern und regionale Unterschiede können so am besten berücksichtigt werden. Ausserdem wird eine Entfremdung der Politik vom Bürger, wie es bei der Auslagerung von nationalen Kompetenzen an supranationale Organisationen leider häufig geschieht, verhindert.



Mit einem auf bilateralen Verträgen basierendem Modell wird der Spagat zwischen aussenpolitischer Öffnung und Selbstverwaltung hervorragend bewältigt. Die Schweiz behält innen- und aussenpolitische Souveränität, ohne auf notwendige wirtschaftliche und politische Beziehungen zum europäischen Ausland zu verzichten. Das Gleiche gilt für die Europäische Union gegenüber der Schweiz. Die Verhandlungspartner verhelfen ihren Anliegen zum Durchbruch, indem sie diese in ein ausgewogenes Verhältnis zu den Zugeständnissen gegenüber dem anderen Geschäftspartner setzen. Dieses Modell von „Checks and Balances“ verhindert ein Ungleichgewicht unter den verschiedenen Staaten und dient als hervorragendes Mittel, um die erzielten Verhandlungsergebnisse vor dem Wahl-

und Stimmvolk zu rechtfertigen. Ausserdem garantiert der Bilateralismus, dass tiefgreifende Veränderungen der Verhältnisse oder der verfassungsmässigen Rechte niemals von einer überstaatlichen Instanz herbeigeführt werden können, sondern stets das Schweizer Stimmvolk mit obligatorischem oder fakultativem Referendum das letzte Wort hat.

Die Bilateralen Abkommen I und II haben einen weitgehenden gegenseitigen Marktzugang geschaffen und sind Grundlage für eine enge Kooperation in politischen Bereichen wie Forschung, Sicherheit, Asyl, Umwelt und Kultur. Schweizer Unternehmen und Privatpersonen profitieren vom erweiterten Arbeitsmarkt und vom weitgehend gleichberechtigten Zugang zum EU-Binnenmarkt mit 490

Millionen Konsumenten. Ausserdem fliessen 60 Prozent unserer Exporte in EU-Länder und jeder dritte Franken wird im Handel mit der Europäischen Union erwirtschaftet. Da negative Auswirkungen wie Masseneinwanderung, Schwarzarbeit oder Druck auf die Löhne ausgeblieben sind, wobei dies nicht auf die sozialistischen flankierenden Massnahmen zurückzuführen ist, können die bilateralen Beziehungen als durchweg positiv gewertet werden. Damit dieser erfreuliche Trend fortgesetzt werden kann, ist der Bundesrat gefordert, in den Bereichen Agrarfreihandel, Strom,

Gesundheit und Versicherungen weitere bilaterale Abkommen anzustreben.

Bereits am 8. Februar 2009 können wir mit einem deutlichen Ja zur Fortführung und Erweiterung der Personenfreizügigkeit den bilateralen Weg bestätigen und stärken. Da die Freizügigkeit von Personen neben dem freien Waren-, Dienstleistungs- und Kapitalverkehr ein unerlässliches Element des Freihandels ist, kann man aus liberaler Sicht diese Vorlage nur unterstützen. Es bleibt zu hoffen, dass sich die Bevölkerung von der Angstkampagne der Gegner nicht einschüchtern lässt und dieser liberalen Vorlage an der Urne zum Durchbruch verhelfen wird.

# Free movement of people : A Bulgarian's perspective.

On the European Union and Switzerland's free movement of people accord a Bulgarian's perspective.

Jem Ibrahimov & Sibel Redzheb, Youth Movement for Rights and Freedoms

On February 8th, 2009 the Swiss people will have a chance to vote on a controversial bill. The question is whether or not to ratify the free movement accord of 2002, which opens up its labor market to the two new EU members, Bulgaria and Romania. In the mean time this contentious issue is igniting debates across Europe and beyond. What is at stake here? The critics have argued that in today's uncertain times of economic troubles, an approval of the treaty will result in a great influx of job seekers from many new EU members. Such turbulent movement may cause imbalance in the economic, cultural and social development of Europe as a whole.

In our vision, people seeking jobs, education and fulfillment of their human needs does not threaten Western Europe. The problem arises when among the moving people we have to distinguish who is coming with good intentions. All of Europe is facing the same challenge. However difficult it is to process the incoming individuals and to determine their status, the overall statistics have shown that the whole effort has been worth it. For example, Urs Geiser from [swissinfo.ch](http://swissinfo.ch) states: The free movement accord, in force since 2002,



has boosted the economy by at least one per cent – or up to SFr5 billion (\$4.2 billion) annually, according to the government.

Today we are speaking the same language, dreaming the same dreams, dealing with the same threats hanging over our heads. We were celebrating and dreaming of a new Europe of tolerance, acceptance and understanding between the west and east, between the south and north after Berlin wall finally falling.

Now with the economic crisis reverberating across the world, many people are getting nervous and uneasy about their job security, environmental degradation and the lowering of life standards. On the other hand, organized crime has become a major concern for all of us. The question concerning security emerges again, not only how to deter the Bulgarian and Romanian criminal elements, but also how to join our efforts in regulating the flow of the human masses. We are aware of the high percentage of crimes committed by foreigners, but at the same time the lack of integration and the rigid immigration laws have caused suffering to individuals who have been waiting in the country for decades. For example, in a widely publicized case Mrs. and Mr. Arifi's family were denied Swiss citizenship 3 times without any explanation, despite of living in the country for 30 years and passing all the requirements. It's understandable why our people are striving to come to your country. We are just following the natural necessity for contacts and relationships. We need your expertise in high technologies, environmental innovations and cultural achievements. We may fail to produce better watches than you, but at least we will be able to exchange scientific knowledge and our cultural wealth as well. In support of this



argument, even the economics minister Doris Leuthard says that, the free movement of people was crucial for Swiss companies to keep their competitive edge. In practice, the cooperation between the EU and Switzerland is vital not only on an economic level but it's instrumental in dealing with urgent issues of political and social nature, climate change, ethnic harmony and the fight against organized crime. Many nations have profited immensely from their diverse populations and tolerant immigration policies. For example, the United States, Great Britain, Sweden and others are prosperous democracies namely because of their tolerant approach and diversity. Switzerland is already an amalgamation of different ethnic and religious groups and it has managed to use their cultural diversity to their common advantage. The Swiss people's independent spirit is admirable. Many people tend to perceive the gigantic migration as an east west directed trend. We would rather see this process as a cycle, which equally distributes goods, people and prosperity all around the Alps, the Balkans and everywhere.



# JA oder NEIN?

Abstimmung vom 8. Februar 2009 zur Weiterführung und Erweiterung der Personenfreizügigkeit.

## Ja

Christian Wasserfaller  
Nationalrat FDP

Die Bilateralen Verträge mit der EU sind gerade für Jugendliche und junge Erwachsene von grosser Bedeutung. Dank der Freizügigkeit können Auszubildende und junge Berufsleute ohne Schikanen in einem EU-Land unschätzbare ausländische Erfahrungen sammeln. Noch wichtiger ist die Freizügigkeit jedoch für die Schweiz im Allgemeinen. Die wirtschaftlichen Verflechtungen unseres Landes mit dem europäischen Ausland sind so eng wie nie zuvor: Unsere Wirtschaft ist so stark auf die Exporte in die EU angewiesen, dass letztlich sehr viele Ausbildungs- und Arbeitsplätze in der Schweiz direkt von den Bilateralen Verträgen abhängen.

Gerade in wirtschaftlich schwierigen Zeiten ist es enorm wichtig, dass die Beziehungen zum Ausland gewahrt bleiben, zumal heute mehr als jeder zweite Franken im Ausland und im Speziellen in der EU verdient wird. Die Personenfreizügigkeit ist unbestritten das wirtschaftlich wichtigste bilaterale Abkommen zwischen der Schweiz und der EU, denn unsere Unternehmen sind auf qualifiziertes Personal aus diesem Raum angewiesen. Durch diese Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer kann die Auslagerung der Arbeitsplätze unserer Industrie ins Ausland gebremst werden. Zirkel jeder dritte Arbeitsplatz hängt nämlich von den bilateralen Verträgen ab, die uns so direkt zugute kommen. Die Arbeitslosenzahlen gingen zwischen 2003 und 2007 um 1,2% auf 2,8% zurück. Die Schweizer Unternehmen rekrutierten gezielt nach ihren Bedürfnissen spezialisierte Fachkräfte, die uns fehlten. Insgesamt wurden so in den letzten Jahren 150'000 neue Stellen geschaffen. Sogar die Sozialwerke haben profitiert, da es mehr Arbeitnehmer gibt, die in unser Vorsorgesystem einzahlen.

Ängste nach einer unkontrollierten Zuwanderung in die Schweiz haben sich nach sechsjähriger Erfahrung mit der Personenfreizügigkeit übrigens nicht bestätigt. Gleiche Beobachtungen vermerken auch unsere Nachbarstaaten. Die Schweiz hat auch jetzt vorgesorgt: In den ersten 7 Jahren gibt es jährliche Kontingente, die Öffnung des Arbeitsmarktes erfolgt also schrittweise. Flankierende Massnahmen in der Schweiz sorgen im Weiteren dafür, dass schweizerische Lohn- und Arbeitsbedingungen für alle Angestellten gelten.

Für die Jungfreisinnigen haben die bilateralen Abkommen oberste Priorität auf der Agenda. Deshalb waren wir es auch, welche die überparteiliche Jugendkampagne angerissen haben. Für den Jungfreisinn geht es am 8. Februar 09 um Ausbildungs- und Arbeitsplätze für junge Erwachsene und um den „bilateralen Weg“ an sich. Auf dem Spiel steht im Frühling der Zugang zu den Märkten der EU sowie auch der flexible Arbeitsmarkt, als zentralster Standortfaktor unsers Werks- und Forschungsplatzes Schweiz. Alles andere als ein JA wäre eine Katastrophe.

[www.dabei-bleiben.ch](http://www.dabei-bleiben.ch) & [www.bilaterale.ch](http://www.bilaterale.ch)

## Nein

Lukas Reimann  
Nationalrat SVP

Natürlich braucht die Schweizer Wirtschaft ausländische Arbeitskräfte. Doch dies hat nichts mit Personenfreizügigkeit zu tun. Die Schweiz kann immer so viele Fachkräfte einwandern lassen, wie sie will. Personenfreizügigkeit heisst etwas ganz anderes: Sie bedeutet, dass die Einwanderung nicht mehr kontrollierbar ist. Jeder EU Bürger hat einen Rechtsanspruch auf Einwanderung. Mit der Personenfreizügigkeit kann jeder kommen, der Arbeit sucht oder sich auf einen Arbeitsvertrag stützt. Jede Aufenthaltsbewilligung für eine Arbeitskraft gilt immer auch für den Ehegatten, für Kinder und Enkel sowie für Eltern und Grosseltern beider Ehepartner. Grenzgänger benötigen gar keine Aufenthaltserlaubnis mehr. Und wer Dienstleistungen als Selbständiger anbietet, benötigt überhaupt keine Arbeitsbewilligung. Die Folgen sind trotz Übergangsfristen und flankierenden Massnahmen bereits drastisch: Die Schweizer Wohnbevölkerung erlebte 2007 die stärkste Zunahme seit Jahren. Mit 75400 Personen lag der Wanderungssaldo (Einwanderungen minus Auswanderungen) um satte 92 Prozent über den Zahlen aus dem Jahr 2006. Nach 1961/62 ist das die höchste Zuwanderung in der Geschichte der Schweiz, was auf die Personenfreizügigkeit zurückzuführen ist. Angesichts der drohenden Rezession muss die Schweiz einem wahrscheinlichen Anstieg der Arbeitslosigkeit vorbeugen können. Dies ist mit Personenfreizügigkeit nicht möglich. Unkontrollierte Einwanderung ist der stärkste Treiber von mehr Arbeitslosigkeit und Sozialkosten. Schon heute sind 43% aller Arbeitslosen in der Schweiz Ausländer. Und was passiert mit all jenen Eingewanderten, die jetzt ihre Stelle wieder verlieren? Es ist ein Wunschtraum zu glauben, diese würden dann wieder gehen. Schweizer Arbeitslosengeld ist viel attraktiver als z.B. Hartz IV und übersteigt den Durchschnittslohn von Rumänien und Bulgarien bei Weitem. Das verschärft die Krise, drückt die Löhne und steigert die Armut. Da Rumänien und Bulgarien für Bandenkriminalität bekannt sind, droht ein Kriminalitätsanstieg. Dazu müsste die Schweiz neue Kohäsionszahlungen von 257 Millionen an Rumänien und Bulgarien leisten. Das ist absurd! Selbst die EU hat Zahlungen an Bulgarien wegen horrender Korruption eingefroren. Die Ausdehnung auf Rumänien und Bulgarien ist besonders verhängnisvoll, weil der gesamte Balkan und evtl. sogar die Türkei folgen. Die Alternative ist eine eigenständige Ausländerpolitik, die flexibel und dem Markt entsprechend reagieren kann. Das EU Modell ist starr und einseitig. Die Schweiz kann mit allen Staaten Verträge abschliessen, bei welchen freie Einwanderung im gegenseitigen Interesse liegt. Eine angebliche Kündigung der Bilateralen aufgrund der Nicht Ausdehnung des Abkommens auf Rumänien und Bulgarien ist reine Propaganda. Auch die EU Staaten haben ein Interesse an den Verträgen und am wirtschaftlichen Austausch mit der Schweiz. Aufgrund der problematischen Einwanderung werden auch innerhalb der EU die Schranken für Rumänien und Bulgarien immer höher angesetzt. Gespräche mit Politikern unserer Nachbarstaaten bestätigen, dass sich eine zufriedenstellende Lösung gut finden lässt. Ein Volks Nein stärkt die Position der Schweiz, auch bei Verhandlungen mit der EU.

# Bilaterale Verträge: Wir bleiben dabei!

Was ist passiert, dass sämtliche vernünftigen Schweizer Jungparteien von links bis mitte-rechts sowie die YES und die Jugendsession zusammenspannen? Etwas Wichtiges. Die Personenfreizügigkeits-Abstimmung nähert sich, und damit stehen die bilateralen Verträge auf dem Spiel! Was geht uns Junge das an? Sehr viel, wie der nachfolgende Beitrag zeigt.

Nicola Forster, Kampagnenleitung dabei-bleiben.ch

Sei es bei der Ausbildung, bei der Jobsuche, beim Einkauf, im Kino oder beim Reisen: Wir jungen Leute profitieren tagtäglich von der engen Verbindung der Schweiz mit der EU, ohne uns dessen bewusst zu sein. Ein starkes, junges Ja zur Personenfreizügigkeit ist deshalb unbedingt nötig, um die Schweiz inmitten Europas nicht zu isolieren. Der Schweizer Wirtschaft, aber auch unserer eigenen Zukunft zuliebe!

## ERWEITERE DEINE JOBCHANCEN!

Du fragst dich, was deine eigenen Jobchancen mit der Personenfreizügigkeit zu tun haben? Sehr viel! Dies zeigen die Erfahrungen, die die Schweiz in den letzten sechs Jahren mit der Personenfreizügigkeit gesammelt hat.

In der momentan schwierigen Wirtschaftslage brauchen unsere Schweizer Unternehmen mehr denn je einen freien Zugang zu den Märkten Europas. Unsere Wirtschaft ist so stark auf die Exporte in die EU angewiesen, dass jeder dritte Schweizer Arbeitsplatz von den Bilateralen Verträgen abhängt...

Die Angst vor Masseneinwanderung ist zudem unbegründet: Die Zuwanderung richtet sich nach den Bedürfnissen der Schweizer Wirtschaft. Durch die Möglichkeit, in der EU geeignete Arbeitskräfte zu engagieren, kann so die Auslagerung unserer Industrie mit all ihren Arbeitsplätzen ins Ausland verhindert werden. Wenn wir mit einem Ja zur Personenfreizügigkeit für gute Rahmenbedingungen für die Wirtschaft sorgen können, hat dies auch direkte Auswirkungen auf uns: Eine kürzlich erschienene Studie der Konjunkturforschungsstelle KOF der ETH Zürich bestätigt, dass in den letzten Jahren neue Jobs geschaffen wurden, die Jugendarbeitslosigkeit in der Schweiz



gesunken ist und die Löhne - auch für Schweizer! - gestiegen sind. Wir dürfen die Schweizer Unternehmen nicht im Stich lassen und müssen ihnen die Möglichkeit geben, im globalisierten Markt zu bestehen. Mit einem jungen Ja zur Personenfreizügigkeit können so wichtige Arbeitsplätze im Inland gesichert werden, wovon insbesondere wir jungen Leute profitieren!

## ERWEITERE DEINE PERSPEKTIVEN!

Karriereberater betonen es bei jeder Gelegenheit: Ein Erasmus-Semester, ein Praktikum oder ein Job im Ausland ist Gold wert für deinen Lebenslauf! Soll dies in Zukunft wegen einem Nein zur Personenfreizügigkeit nicht mehr möglich sein? Tausende junge Schweizer wären der Möglichkeit beraubt, unvergessliche Erfahrungen im europäischen Ausland zu sammeln...

Die Personenfreizügigkeit ermöglicht heute jeder Schweizerin und jedem Schweizer, in

25 EU-Ländern ohne Hindernisse zu leben, zu arbeiten und zu studieren. Mit einem Ja zur Personenfreizügigkeit hättest du diese Möglichkeiten neben Italien, Frankreich und den anderen bisherigen EU-Staaten auch für zwei zusätzliche aufstrebende Länder Osteuropas: Rumänien und Bulgarien.

Ein weiterer Vorteil: Um eine verstärkte Mobilität zu gewährleisten, werden in der Schweiz erreichte Diplome – LAP, Zeugnisse etc. - in der gesamten EU anerkannt. Für junge Leute ein unschätzbare Wert, da so grosse Hürden auf dem Weg zu einem guten Job abgebaut werden können. Ausserdem ist dank der Personenfreizügigkeit dein Anspruch auf Sozialleistungen gesichert, falls du einmal aus der Schweiz wegziehen solltest. Alles in allem eine grosse Chance, von der vor allem junge Leute profitieren können. Kämpfen wir dafür, dass uns diese Möglichkeiten nicht genommen werden!



**SICHERE DEN BILATERALEN WEG**

Der bilaterale Weg ist der vom Schweizer Volk mehrfach bestätigte Weg, um mit unserem wichtigsten Handelspartner, der EU, wirtschaftliche Beziehungen zu pflegen. Nur mit einem Ja zur Personenfreizügigkeit können wir die Isolation unseres Landes verhindern; die bilateralen Verträge regeln die für uns so wichtigen Beziehungen zur EU in den Bereichen Personenverkehr, Landverkehr, Luftverkehr, Handel mit Agrarprodukten, öffentliches Beschaffungswesen und Technische Handelshemmnisse. Durch ein Nein am 8. Februar wäre die Schweiz vertraglich gezwungen das Abkommen zur Personenfreizügigkeit zu kündigen. Als direkte Konsequenz würden auch die Bilateralen als Ganzes dahinfliegen: Nicht die EU, sondern die Schweiz kündigt in diesem Fall also das Abkommen. Können wir das riskieren und die Schweiz in Europa

isolieren? Die wirtschaftlichen und politischen Folgen für die Schweiz wären fatal. Dies kann uns nicht egal sein; gerade in der Krise sind wir abhängig von geregelten Rahmenbedingungen für unsere Wirtschaft!

**WIR JUNGEN MÜSSEN UNS ENGAGIEREN!**

Die Abstimmung findet schon am 8. Februar 2009 statt, der Abstimmungskampf wird also kurz und heftig. Wir haben bereits gesehen, was für Mittel die JSVP dafür einzusetzen bereit ist: Um von mangelnden eigenen Argumenten abzulenken, kopierten sie die Website von [www.dabei-bleiben.ch](http://www.dabei-bleiben.ch), um mit einer bewussten Täuschung des Wählers Werbung für ein Nein zu machen. Diese illegalen Methoden gingen selbst einem Gericht zu weit: In einer superprovisorischen Verfü-

gung wurde der JSVP verboten, die Website weiter zu führen.

Die richtige „Dabei-bleiben.ch“-Kampagne konzentriert sich hingegen auf Argumente und setzt sich deshalb im Namen der Jungen für die Schweizer Wirtschaft und für ein starkes Ja zur Personenfreizügigkeit ein. Dies nicht ganz uneigennützig: Wir jungen Leute hätten schliesslich die Folgen einer Isolation der Schweiz zu tragen. Aus diesem Grund setzt sich eine breite Koalition von Jugendverbänden für ein JA am 8. Februar 2009 ein: Jungfreisinn, JCVP, Juso, Junge Grüne, JEVP, young european swiss und das Forum Jugendsession haben alle das gleiche Anliegen: Wir müssen unbedingt „dabei bleiben“ bei der bisherigen Erfolgsgeschichte!

Lies mehr unter: [www.dabei-bleiben.ch](http://www.dabei-bleiben.ch)

[www.dabei-bleiben.ch](http://www.dabei-bleiben.ch)  
[www.libre-accès.ch](http://www.libre-accès.ch)  
[www.libero-accesso.ch](http://www.libero-accesso.ch)

**JA** zur **Personenfreizügigkeit**  
 8. februar 2009

sichere + erweitere  
 deine möglichkeiten

dabei-bleiben.ch

das überparteiliche jugendkomitee

Jungfreisinnige JCVP Juso Junge grüne JEVP young european swiss

dabei-bleiben.ch - postfach 1810 - 8032 zürich - mail@dabei-bleiben.ch

# Accords bilatéraux: nous y restons!

Qu'a-t-il bien pu se passer pour que tous les partis de jeunes raisonnables de gauche à droite en passant par le centre tout comme la YES et la session des Jeunes se rassemblent? Quelque chose d'important! La votation sur la libre circulation des personnes se rapproche, et ce sont donc les accords bilatéraux qui se jouent. Sommes-nous concernés en tant que jeunes? Plus que nous le pensons, comme nous le démontre les différentes contributions ci-dessous.

Nicola Forster, direction de campagne de libre-accès.ch; traduit par Mathieu Erb, membre comité directeur JLRS

Que cela soit dans la formation, lors de la recherche d'un emploi, pendant ses achats, au cinéma ou pour voyager: nous, jeunes gens, profitons chaque jour du lien étroit entre la Suisse et l'UE, sans que nous en soyons réellement conscients. Un oui jeune et fort à la libre circulation des personnes est de la sorte absolument nécessaire afin de ne pas isoler la Suisse au milieu de l'Europe. L'économie helvétique mais notre futur également en dépend!

## ELARGIS TON ACCÈS AU MARCHÉ DU TRAVAIL!

Tu te demandes quel lien il existe entre la libre circulation des personnes et tes propres chances sur le marché du travail? Ils sont nombreux! Ils démontrent les résultats que la Suisse a obtenus depuis 6 ans avec la libre circulation des personnes.

Dans la situation économique difficile que nous vivons actuellement, nos entreprises helvétiques ont besoin plus que jamais d'un libre accès aux marchés européens. Notre économie est énormément liée à nos exportations au sein de l'UE, à tel point qu'une place de travail sur trois dépend des accords bilatéraux. La peur de l'immigration de masse est totalement infondée. L'immigration est fonction des besoins de l'économie helvétique. Le fait d'engager des ressortissants de l'UE au sein de nos entreprises helvétiques est aussi un moyen permettant de conserver les emplois de ces industries chez nous et d'éviter des délocalisations.

Si nous plébiscitons un oui à la libre circulation des personnes pour des bonnes conditions cadres pour l'économie de ce pays, cela aura un effet direct sur nous: une étude récente réalisée par l'Institut conjoncturel KOF de l'EPFZ confirme que les années précédentes de nouveaux jobs ont été créés, le chômage des jeunes a baissé et les salaires – également pour les Suisses! – ont augmentés. Nous ne pouvons laisser tomber les entreprises helvétiques et devons leur donner la possibilité d'évoluer sur un marché globalisé. Avec un oui „jeune“ à la libre circulation des personnes, nous permettons de sécuriser certaines places de travail à l'intérieur, dont nous profiterons un jour, nous les jeunes de ce pays.

## ELARGIS TES PERSPECTIVES

Les consultants en matière de carrière le soulignent à chaque occasion: un semestre en Erasmus, un stage ou un emploi à l'étranger vaut de l'or dans un CV! Est-ce que cela devrait être rendu impossible à l'avenir avec un non à la libre circulation des personnes? Des milliers de jeunes suisses se verraient privés de vivre des expériences inoubliables dans l'UE...

La libre circulation des personnes permet aujourd'hui à chaque Suissesses et Suisses, de travailler et d'étudier dans 25 pays de l'UE sans obstacles. Avec un oui à la libre circulation des personnes tu aurais la possibilité d'élargir le nombre de ces pays à deux autres Etats supplémentaires de l'Europe de l'Est: la Roumanie et la Bulgarie.

Un avantage supplémentaire: pour veiller à accroître une mobilité forte, les diplômes obtenus – certificats, Bacs, etc. – seront reconnus dans toute l'UE. Cela représente une valeur inestimable pour les jeunes de ce pays que d'éliminer de tels obstacles sur la voie de la recherche d'un futur job. En outre, ton droit aux prestations sociales est assuré grâce à la libre circulation des personnes, dans le cas où tu serais amené à quitter la Suisse. Il nous faut lutter pour que tout cela soit une réelle chance pour nous tous afin que les jeunes puissent tous en profiter et c'est ce pour quoi nous nous battons.

## ASSURER LA VOIE BILATÉRALE

La voie bilatérale est la voie, confirmée à maintes reprises par le peuple suisse et qui nous permet de soigner de bonnes relations économiques avec nos plus importants partenaires commerciaux. C'est uniquement avec un oui à la libre circulation des personnes que nous avons la possibilité d'empêcher l'isolation de notre pays. Les accords bilatéraux règlent toutes nos relations les plus importantes avec l'UE dans le domaine du transports des personnes aérien et terrestre, le commerce des produits agricoles, les marchés publics et les entraves techniques au commerce. Avec un non le 8 février prochain, la Suisse serait obligée de résilier son contrat de libre circulation des personnes. Comme conséquence directe cela reviendrait à faire tomber l'ensemble du processus bilatéral: ce n'est pas l'UE mais la Suisse qui se devrait de résilier la convention. Pouvons-nous risquer cela et isoler la Suisse en Europe? Les conséquences politiques et économiques pour notre pays seraient fatales. Cela ne peut nous être égal: dans le cas de la crise nous sommes d'autant plus dépendants de conditions cadres réglementés pour notre économie!

## NOUS LES JEUNES DEVONS NOUS ENGAGER!

La votation aura lieu le 8 février 2009 déjà, le combat va être d'autant plus rude et court. Nous avons pu apercevoir ce que les JUDC utiliseront comme moyens pour s'engager dans cette campagne: afin de détourner leur propre manque d'arguments, ils copient le site web de [www.libre-accès.ch](http://www.libre-accès.ch), avec une tromperie délibérée de publicité électorale pour le non. Ce genre de méthodes illégales est de l'affaire des tribunaux: une disposition transitoire a d'ailleurs interdit les JUDC de continuer d'utiliser ce site web.

En revanche, la campagne „libre-accès.ch“ se concentre elle, sur des arguments et s'engage de ce fait au nom des jeunes pour l'économie suisse et pour un oui fort à la libre circulation des personnes. Cela n'est pas désintéressé: en tant que jeunes, c'est à nous qu'il reviendrait de porter le poids de l'isolationnisme de la Suisse. Pour cette raison, une large coalition de jeunes des partis s'engagent pour le OUI le 8 février 2009: Jeunes libéraux-radicaux, Jeunes PDC, Jeunes socialistes, Jeunes Verts, Jeunes évangélistes, young european swiss et le forum de la session des Jeunes ont tous le même mot objectif. Nous devons absolument „y rester“ sur la voie qui nous a mené au succès!



# IFLRY-Kongress in Kiew

Am Kongress der Internationalen Jungliberalen (IFLRY) in Kiew wurden aktuelle politische Brennpunkte diskutiert und spannende Einblicke in die osteuropäische Kultur ermöglicht.

Alain Schreiner, International Officer Jungfreisinnige Schweiz

In der ersten Dezemberwoche haben sich in Kiew über 180 Jungliberale aus der ganzen Welt zum 31. ausserordentlichen Kongress der International Federation of Liberal Youth (IFLRY) versammelt.

Nur vier Jahre nach der Orangen Revolution, wo grosse Kreise der Bevölkerung mangelnde demokratische Standards bei der Stichwahl zur ukrainischen Präsidentschaft beklagt und schliesslich einen neuen Wahlgang herbeigeführt hatten, war die Austragung dieser Veranstaltung in der ukrainischen Hauptstadt ein deutliches Zeichen für mehr Freiheit und Demokratie.

Am dreitägigen Kongress wurden nicht nur die gewöhnlichen statutarischen Geschäfte behandelt, sondern auch interessante Einblicke in die Politik und Kultur osteuropäischer Staaten gewährt. So gehörte die Aufführung ukrainischer Volkstänze ebenso zum Rahmenprogramm wie eine Podiumsdiskussion über die Ost- oder West-Assimilierung der Ukraine und Workshops zur Situation Weissrusslands oder zu den Wahlen in den Vereinigten Staaten von Amerika. Neben diesem offiziellen Teil bot sich während den Programmpausen



die Gelegenheit, Kontakte mit Liberalen aus unterschiedlichen Kulturkreisen zu knüpfen und interessante Gespräche zu führen.

Für politischen Gesprächsstoff sorgte die Verabschiedung von Resolutionen zu verschiedenen aktuellen Themen. Unter anderem wurden Resolutionen zur Finanzkrise, die ein deutliches Bekenntnis zur freien Marktwirtschaft enthält und die Einführung von full-reserve Banking (Fristenkongruenz zwischen Einlagen und Ausleihungen) fordert, oder zur Lage der Demokratie und des Rechtsstaats in Thailand verabschiedet. Unbestritten war die Veröffentlichung eines Statements zur Verurteilung

der Terroranschläge im indischen Mumbai.

Weniger als zwei Jahrzehnte nach dem Zusammenbruch des Ostblocks war diese kurze Reise in die ukrainische Hauptstadt eine bereichernde Erfahrung. Selbstverständlich sind die Relikte aus den schwarzen Tagen des Kommunismus immer noch sichtbar, ebenso deutlich ist aber die Aufbruchstimmung und der Drang der einheimischen Bevölkerung nach Demokratisierung und einer freiheitlichen Ordnung spürbar. Diese positive Stimmung und der unbändige Wille nach Fortschritt werden der Ukraine in den kommenden 20 Jahren Wachstumsimpulse verleihen und die Anpassung an westliche Standards beschleunigen.



website:

[www.iflry.org](http://www.iflry.org)